

LE COMBAT CONTINUE



Pour le retrait du CPE, les syndicats de lycéens, d'étudiants et de salariés montent encore d'un cran.

Dès le 23 mars, les lycéens et les étudiants manifesteront avec le soutien des syndicats de salariés.

Le 28 mars, tous se lancent dans les grèves et manifestations.

Un pays paralysé signifiera au gouvernement qu'il doit en finir avec son entêtement.



FORCE OUVRIERE

«LES SYNDICATS DOIVENT APPELER À LA GRÈVE»

Interview de Jean-Claude Mailly au *Journal du Dimanche* du 19 mars 2006.

Les manifestations auraient rassemblé plus d'un million de personnes dans toute la France, selon les syndicats. Êtes-vous satisfait?

Cette journée est un succès. Elle a permis aux gens qui ne pouvaient pas venir en semaine de défilier en famille. La contestation n'a fait que s'amplifier depuis la manifestation du 7 février, pour laquelle nous avons eu peu de temps pour mobiliser, et qui avait rassemblé, selon nous, 400 000 personnes. À partir de cette date, les sondages ont commencé à se retourner. Depuis, il y a eu la manifestation du 7 mars, et le mouvement chez les étudiants et lycéens est allé crescendo. Le gouvernement comptait étouffer la mobilisation, ça n'a pas marché.

Les présidents d'université pensent que le Premier ministre pourrait faire «un geste significatif» sur le CPE. Qu'en pensez-vous?

La seule chose significative, c'est le retrait du CPE. Le problème de fond, c'est la période d'essai de deux ans et l'absence de motif de licenciement, qui est ressentie comme un mépris par les salariés. Est-il prêt à remettre ça en cause?

Le président de la République appelle à dialoguer «au plus vite». Que répondez-vous?

Le Premier ministre dit que sa porte est ouverte, mais pour faire quoi? Il refuse de retirer le CPE et se dit prêt à discuter? La réponse est non. Si le gouvernement persiste à dire qu'il n'y touche pas, et qu'il l'aménage à la marge, le dialogue ne peut pas s'instaurer. Si on veut sortir de l'impasse, il faut que la situation soit apaisée. Donc qu'il retire le CPE. Dans ce cas, tout le monde viendra négocier. Aujourd'hui, le Premier ministre est comme un pyromane qui aurait mis le feu à la vallée, et qui monte ensuite en haut de la colline pour regarder sans rien faire.

Quelle suite voulez-vous donner à la manifestation d'hier?

Il faut poursuivre la mobilisation, c'est évident. Pour qu'elle soit efficace, il faudrait un appel de plusieurs syndicats en faveur d'une journée de grève interprofessionnelle. Force Ouvrière y est favorable, ainsi que la CGT et la FSU. Ce serait un nouvel accélérateur.

Faites-vous de ce conflit une affaire personnelle entre vous et Dominique de Villepin, comme le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque?

Le problème n'est pas l'homme mais sa méthode. Après la manifestation du 4 octobre sur le pouvoir d'achat et

contre le CNE [contrat nouvelles embauches, instauré pour les PME de moins de 20 salariés], il a promis de recevoir les interlocuteurs sociaux. Il a attendu début novembre. Nous avons été reçus, il a lu un papier. Il y a eu très peu de dialogue. Lors de l'entrevue suivante, mi-décembre, il a de nouveau lu un papier, sans nous répondre. En outre, le gouvernement avait annoncé une évaluation transparente du CNE avant toute discussion sur les contrats de travail. Mais personne n'a cette évaluation. Les chiffres d'emplois créés avec ce contrat, qui sont communiqués par le gouvernement, sont du pipeau.

Que proposez-vous contre le chômage des jeunes?

Le contrat de travail n'est pas le problème. La vraie question est celle de la formation. Au bout de dix ans sur le marché du travail, ceux qui n'ont pas de diplôme ont un taux de chômage de 30%, alors qu'il est de 6% à 7% pour ceux qui ont fait des études supérieures. L'effort doit donc porter sur l'apprentissage et les contrats de professionnalisation. J'ajoute que pour créer des emplois, il faut aussi soutenir la croissance économique, et notamment la consommation.

Propos recueillis
par Nicolas Prissette



FO Hébro - G. Ducrot

FORCE OUVRIÈRE Hébro

Organe officiel de la CGT-FO
fondé pendant la guerre sous le nom
de *Résistance Ouvrière*
141, Av. du Maine, 75680 Paris Cedex 14
Tel: 01 40 52 82 00

Site de la CGT-FO:
<http://www.force-ouvriere.fr>
Directeur de la publication:
J.-C. Mailly
Secrétaire confédéral chargé
de la presse: G. Mazuir
Tel: 0140528455 - Fax: 0140528362

Rédacteur en chef: J.-P. Alliot
(8455)
Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Salaires: S. Fortin (8463)

Société-Loisirs: C. Girard (8469)
Jeunes-Economie: M.-L. Schisselé
(8458)
Protection sociale: F. Lambert (8456)
Reportages: J.-P. Moinet (8476),
V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)

Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)
Faire précéder les N° de téléphone
entre parenthèses par 01 40 52.
Imprimé par Imaye-Laval - 1^{er} trim. 2006
N° Commission paritaire: 0906S05818